

Convention collective départementale

IDCC : 2294. – **INDUSTRIES ET MÉTIERS
DE LA MÉTALLURGIE
DE L'AUBE
(5 juin 2002)**

(Bulletin officiel n° 2002-11 bis)

*(Etendue par arrêté du 14 juin 2004,
Journal officiel du 23 juin 2004)*

**AVENANT DU 7 DÉCEMBRE 2005
RELATIF À L'INDEMNISATION
DE LA MALADIE ET DE LA MATERNITÉ**

NOR : *ASET0650607M*

IDCC : *2294*

Article 1^{er}

Conformément au principe d'exécution de bonne foi des conventions, et prenant acte de ce que le législateur a décidé de mettre à la charge des titulaire de revenus la CSG et la CRDS résultant respectivement des lois de 1991 et de 1996, les parties signataires entendent préciser, dans les 2 articles qui suivent, l'incidence de ces dispositions législatives sur les stipulations en vigueur, relatives à l'indemnisation de la maladie et de la maternité, figurant dans la convention collective de l'union des industries et métiers de la métallurgie de l'Aube.

Article 2

Le deuxième de l'article 35 de la convention collective de l'union des industries et métiers de la métallurgie de l'Aube du 5 juin 2002 sur le congé de maternité est complété par la phrase interprétative suivante :

« Sans préjudice des dispositions plus favorables résultant d'un accord d'entreprise, ces indemnités ou prestations sont retenues pour leur montant avant précompte des contributions sociales et impositions de toute nature, applicables, le cas échéant, sur lesdites indemnités ou prestations et mises à la charge du salarié par la loi. »

Article 3

Le deuxièmement, alinéa 2, de l'article 37 de la convention collective de l'union des industries et métiers de la métallurgie de l'Aube du 5 juin 2002 sur les conditions d'indemnisation des absences pour maladie ou accident est complété par la phrase interprétative suivante :

« Sans préjudice des dispositions plus favorables résultant d'un accord d'entreprise, ces indemnités ou prestations sont retenues pour leur montant avant précompte des contributions sociales et impositions de toute nature, applicables, le cas échéant, sur lesdites indemnités ou prestations et mises à la charge du salarié par la loi. »

Fait à Troyes, le 7 décembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Union des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube.

Syndicats de salariés :

Syndicat départemental de la métallurgie CFDT ;

Syndicat départemental de la métallurgie CFTC ;

Syndicat départemental des métaux Force ouvrière ;

Syndicat départemental de la métallurgie CGC.